

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU GRAND ANGOULEME

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE SEANCE DU 28 JANVIER 2009

Délibération
n° 2009.01.001

**Protocole d'intention
pour la réalisation de
la ligne à grande
vitesse Sud Europe
Atlantique**

LE VINGT HUIT JANVIER DEUX MILLE NEUF à 18h00, les membres du conseil communautaire se sont réunis au siège de la communauté 25 boulevard Besson-Bey à ANGOULEME suivant la convocation qui leur a été adressée par Monsieur le Président.

Date d'envoi de la convocation : **22 janvier 2009**

Secrétaire de séance : Marie-Noëlle DEBILY

Membres présents :

Philippe LAVAUD, Jean-Claude BEAUCHAUD, François NEBOUT, Michel BRONCY, Fabienne GODICHAUD, Didier LOUIS, Jean-Claude BESSE, Jean-François DAURE, Nicolas BALEYNAUD, Brigitte BAPTISTE, André BONICHON, Jacky BONNET, Stéphane CHAPEAU, Bernard CONTAMINE, Véronique DAVY, Marie-Noëlle DEBILY, Simon DEFORGE, Nicolas DENIS, Gérard DEZIER, Jacques DUBREUIL, François ELIE, Annette FEUILLADE, Maurice FOUGERE, Michel GERMANEAU, Jean-Pierre GRAND, Nadine GUILLET, Maurice HARDY, Michèle ITANT, Madeleine LABIE, Françoise LAMANT, Cyrille NICOLAS, Jacques NOBLE, Jean PATIE, Laurent PESLERBE, Alain PIAUD, Rachid RAHMANI, Christian RAPNOUIL, Gilles VIGIER

Ont donné pouvoir :

Marie-Annick PAULAIS-LAFONT à André BONICHON

Excusé(s) :

Excusé(s) représenté(s) :

Denis DOLIMONT par Annette FEUILLADE, Fatiha BOURDAREAU par Nicolas DENIS, Catherine DESCHAMPS par Maurice HARDY, Guy ETIENNE par Michèle ITANT

PROTOCOLE D'INTENTION POUR LA REALISATION DE LA LIGNE A GRANDE VITESSE SUD EUROPE ATLANTIQUE

Le projet de ligne à grande vitesse constitue pour l'agglomération d'Angoulême un axe essentiel de son développement futur. La communauté d'agglomération du Grand Angoulême prépare les aménagements connexes qui permettront :

- d'améliorer l'accès à la gare pour les usagers extérieurs à l'agglomération : voiries et stationnement mais aussi accessibilité des quais de la gare ;
- de créer un véritable pôle d'intermodalité entre les trains régionaux, les cars interurbains et SNCF, les bus, les taxis, les vélos et les piétons.
- de mieux accueillir les voyageurs avec une capacité hôtelière renforcée, la mise à disposition de divers services et de locaux d'entreprises.

Avec l'ensemble de ces aménagements, la communauté d'agglomération s'inscrit résolument dans l'esprit du projet de loi « Grenelle de l'environnement » en mettant en oeuvre une réelle alternative plurimodale à l'utilisation de la voiture individuelle. A ce titre, l'agglomération réaffirme l'importance pour son territoire de la réalisation de la Ligne à Grande Vitesse Sud Europe Atlantique (LGV-SEA).

Après la déclaration d'intention du 25 janvier 2007 signée par le Ministre chargé des transports et à l'issue des réunions de négociations de l'automne 2008 visant à arrêter la participation financière des collectivités territoriales au financement de la LGV-SEA, le secrétaire d'Etat chargé des transports a adressé aux collectivités un projet de protocole d'intention.

La démarche proposée consiste à valider début 2009, un protocole global de participation des collectivités à la réalisation de la LGV-SEA constituant un accord de principe. Ce protocole sera décliné en conventions de financement spécifiques fin 2009, lesquelles auront un caractère d'engagement financier pour les collectivités. Le montant définitif des participations financières demandées étant susceptible d'évoluer en fonction :

- du résultat des négociations de la mise en concession (art 2) ;
- de l'inflation (art 2) ;
- de la participation qui serait accordée par l'Europe, participation que l'Etat s'engage à solliciter du programme Réseau Trans Européen de Transport 2007-2013 (art 3) ;
- des mesures complémentaires décidées à la suite de la déclaration d'utilité publique de la section Tours – Angoulême (art 2) ;
- des résultats ultérieurs des études et concertations (art 2).

Le protocole concerne l'ensemble des trois branches de LGV prévues, Tours – Bordeaux, Bordeaux – Toulouse et Bordeaux – Espagne, et considère la branche Poitiers – Limoges qui sera mise à l'enquête publique en 2011. Le coût total des 3 premières branches est, en euros 2006, de 12,6 milliards d'euros dont 5,6 pour la partie Tours – Bordeaux. Le coût de la branche Poitiers – Limoges est estimé à 1,3 milliards d'euros (le calage des financements de cette nouvelle branche n'est pas arrêté-art 13).

Seul le financement de la branche Tours – Bordeaux concerne la communauté d'agglomération du Grand Angoulême.

Plus précisément, le montant initial établi dans le cadre des études conduites par Réseau ferré de France (RFF), aboutit à un estimatif de coût d'investissement du tronçon central Tours – Bordeaux à 5 644 M€ HT (conditions économiques de juin 2006), soit, compte tenu des hypothèses envisagées à ce stade pour le calendrier de réalisation du projet et pour l'évolution du coût des travaux, environ 7 141 M€ courants, y compris le financement des études et acquisitions foncières postérieur aux enquêtes publiques. (art 2)

L'objectif d'un autofinancement du projet d'au moins 50% au travers des participations du concessionnaire et de RFF est réaffirmé, le solde étant pris en charge par les contributeurs publics (Etat, collectivités territoriales, Union Européenne) ; la participation de l'Etat étant égale à celle des collectivités après déduction de la participation européenne.(art 4)

RFF stipule dans ce protocole que sa participation définitive sera déterminée de façon à éviter toute conséquence négative sur les comptes de l'entreprise du fait de la réalisation du projet, conformément à ses statuts (article 4 du décret n°97-444 du 5 mai 1997 *relatif aux missions et aux statuts de Réseau ferré de France*). Par symétrie, il semble nécessaire de préciser que la participation définitive de la collectivité sera elle aussi **déterminée de façon à éviter toute conséquence négative** sur les comptes de la collectivité. (art 3)

Le projet de protocole qui vous est soumis prévoit une participation du Grand Angoulême à hauteur de 9,83 millions d'euros (valeur juin 2006). Le pourcentage incombant à chaque collectivité est arrêté dans les annexes 1.1 et 1.2 avec étude par l'Etat de possibilités de mise en oeuvre de mécanismes de financement adaptés pour les collectivités territoriales (prêt de la Caisse des Dépôts et Consignations d'une durée de 40 ans- art 5 et 15).

Sachant que la desserte de la gare d'Angoulême ne nécessite pas de création de voie ferrée (utilisation de l'ancienne voie) et au vu de la situation financière des communes de l'agglomération, il est proposé d'une part, de plafonner la participation financière de l'agglomération à ce projet à la somme de 9,83 millions d'euros 2006, indexée sur l'évolution des dotations de l'Etat et sur le produit de la taxe professionnelle, et d'autre part de conditionner cette participation financière,

Considérant que la réussite du projet de Ligne à Grande Vitesse est déterminante pour l'avenir du grand Sud Ouest européen auquel la communauté d'agglomération du Grand Angoulême appartient, mais qu'elle ne peut être dissociée d'une mise à niveau indispensable des voiries structurantes autour de l'agglomération, qui doivent se réaliser selon les engagements contractuels pris par les collectivités publiques,

Vu l'avis favorable de la commission finances/programmation du 27 janvier 2009,

Je vous propose :

D'AUTORISER le Président à signer le protocole joint et ses annexes à condition que le protocole soit modifié pour intégrer explicitement les conditions ou réserves suivantes :

- la mise en oeuvre d'une garantie par l'Etat de dessertes au moins aussi nombreuses qu'actuellement vers Paris et vers Bordeaux avec pour toutes ces liaisons les gains de temps retenus pour le calcul de la participation communautaire, soit 25 minutes vers Paris et 18 minutes vers Bordeaux. Cette garantie devra obligatoirement valoir pour toute la durée de l'engagement financier soit les quarante années du remboursement du prêt ;
- un engagement ferme de l'Etat de réaliser dans le présent programme de développement et de modernisation d'itinéraires (PDMI) l'achèvement du contournement ouest (raccordement de la Vigerie) et les travaux de mise à deux fois deux voies et de sécurisation des RN 10 et RN 141 attendus sur le département de la Charente ;
- une sollicitation et une participation de la région Ile de France.

DE PLAFONNER explicitement dans ce protocole la participation de la ComAGA à 9,83 millions d'euros 2006 indexée sur l'évolution des dotations de l'Etat et sur le produit de la taxe professionnelle.

DE S'ASSURER en conseil communautaire, avant l'approbation de la convention de financement, de :

- la prise en compte des engagements communaux de l'Etat validés par RFF et des chartes environnementales communales par le concessionnaire comme le stipule le protocole (art 16) ;
- la mise en oeuvre d'un prêt de longue durée (40 ans) à taux réduit (art 15) ;
- la cession par RFF et SNCF des terrains ferroviaires concernés par l'aménagement du pôle d'échange multimodal de la gare d'Angoulême au coût de l'estimation des domaines ;
- l'amélioration de l'insertion de la ligne sur les communes impactées dans les conditions définies par les chartes environnementales communales ;
- la finalisation de principes de partage du retour à bonne fortune au profit des collectivités (art 6) ;
- d'une clause suspensive permettant d'éviter toute conséquence négative sur les finances de la collectivité à l'image de celle introduite par RFF.(art 3) ;
- du bénéfice du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) sur les subventions d'équipement aux infrastructures ferroviaires à l'instar de ce qui existe pour les infrastructures routières et d'un amortissement sur 15 ans au lieu de 5 ans comme pour les organismes publics.

**APRES EN AVOIR DELIBERE,
LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE ,
A LA MAJORITE (3 CONTRE - 1 ABSTENTION),
ADOpte LA DELIBERATION PROPOSEE.**

Certifié exécutoire :	
<u>Reçu à la Préfecture de la Charente le :</u> 06 février 2009	<u>Affiché le :</u> 10 février 2009

PROTOCOLE D'INTENTION POUR LA REALISATION DE LA LIGNE A GRANDE VITESSE SUD EUROPE ATLANTIQUE (LGV-SEA)

Entre les soussignés :

L'Etat, représenté par le Ministre d'Etat, Ministre de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement durable et de l'Aménagement du Territoire, Monsieur Jean-Louis BORLOO, et le Secrétaire d'Etat chargé des Transports, Monsieur Dominique BUSSEAU,

Réseau ferré de France (RFF), Etablissement Public Industriel et Commercial (EPIC), immatriculé au registre du Commerce de Paris sous le n° B. 412.280.737 (2002B08113), dont le siège est 92, Avenue de France, 75648 PARIS CEDEX 13, représenté par son Président, Monsieur Hubert DU MESNIL.

Les Conseils régionaux,

- **Le Conseil régional d'Aquitaine**, représenté par le Président du Conseil régional, Monsieur Alain ROUSSET, en application de ...,
- **Le Conseil régional de Midi-Pyrénées**, représenté par le Président du Conseil régional, Monsieur Martin MALVY, en application de ...,
- **Le Conseil régional de Poitou-Charentes**, représenté par la Présidente du Conseil régional, Madame Ségolène ROYAL, en application de ...,
- **Le Conseil régional du Limousin**, représenté par le Président du Conseil régional, Monsieur Jean-Paul DENANOT, en application de ...,
- **Le Conseil régional du Centre**, représenté par le Président du Conseil régional, Monsieur François BONNEAU, en application de ...,
- **Le Conseil régional de Languedoc-Roussillon**, représenté par le Président du Conseil régional, Monsieur Georges FRECHE, en application de ...,

Les Conseil généraux,

- **Le Conseil général de la Gironde**, représenté par le Président du Conseil général, Monsieur Philippe MADRELLE, en application de ...,
- **Le Conseil général des Landes**, représenté par le Président du Conseil général, Monsieur Henri EMMANUELLI, en application de ...,
- **Le Conseil général des Pyrénées-Atlantiques**, représenté par le Président du Conseil général, Monsieur Jean CASTAINGS, en application de ...,
- **Le Conseil général de Lot-et-Garonne**, représenté par le Président du Conseil général, Monsieur Pierre CAMANI, en application de ...,
- **Le Conseil général de la Dordogne**, représenté par le Président du Conseil général, Monsieur Bernard CAZEAU, en application de ...,

- **Le Conseil général de la Haute-Garonne**, représenté par le Président du Conseil général, Monsieur Pierre IZARD, en application de ...,
- **Le Conseil général des Hautes-Pyrénées**, représenté par la Présidente du Conseil général, Madame Josette DURRIEU, en application de ...,
- **Le Conseil général de Tarn-et-Garonne**, représenté par le Président du Conseil général, Monsieur Jean-Michel BAYLET, en application de ...,
- **Le Conseil général du Gers**, représenté par le Président du Conseil général, Monsieur Philippe MARTIN, en application de ...,
- **Le Conseil général de l'Aveyron**, représenté par le Président du Conseil général, Monsieur Jean-Claude LUCHE, en application de ...,
- **Le Conseil général du Lot**, représenté par le Président du Conseil général, Monsieur Gérard MIQUEL, en application de ...,
- **Le Conseil général de l'Ariège**, représenté par le Président du Conseil général, Monsieur Augustin BONREPAUX, en application de ...,
- **Le Conseil général du Tarn**, représenté par le Président du Conseil général, Monsieur Thierry CARCENAC, en application de ...,
- **Le Conseil général de la Vienne**, représenté par le Président du Conseil général, Monsieur Claude BERTAUD, en application de ...,
- **Le Conseil général des Deux-Sèvres**, représenté par le Président du Conseil général, Monsieur Éric GAUTIER, en application de ...,
- **Le Conseil général de la Charente-Maritime**, représenté par le Président du Conseil général, Monsieur Dominique BUSSEREAU, en application de ...,
- **Le Conseil général de la Charente**, représenté par le Président du Conseil général, Monsieur Michel BOUTANT, en application de ...,
- **Le Conseil général de la Haute-Vienne**, représenté par la Présidente du Conseil général, Madame Marie-Françoise PEROL-DUMONT, en application de ...,
- **Le Conseil général d'Indre-et-Loire**, représentée par la Présidente du Conseil général, Madame Claude ROIRON, en application de ...,

Les établissements publics de coopération intercommunale,

- **La Communauté urbaine de Bordeaux**, représentée par le Président de la Communauté urbaine, Monsieur Vincent FELTESSE, en application de ...,
- **La Communauté d'agglomération du Bassin d'Arcachon Sud**, représentée par le Président de la Communauté d'agglomération, Monsieur Yves FOULON, en application de ...,
- **La Communauté d'agglomération du Grand Dax**, représentée par le Président de la Communauté d'agglomération, Monsieur Jacques ANTHIAN, en application de ...,

- **La Communauté d'agglomération du Marsan**, représentée par le Président de la Communauté d'agglomération, Monsieur Jean-Pierre JULLIAN, en application de ...,
- **La Communauté d'agglomération de Pau Pyrénées**, représentée par la Présidente de la Communauté d'agglomération, Madame Martine LIGNIERESCASSOU, en application de ...,
- **La Communauté d'agglomération Bayonne Anglet Biarritz**, représentée par le Président de la Communauté d'agglomération, Monsieur Jean GRENET, en application de ...,
- **La Communauté d'agglomération d'Agen**, représentée par le Président de la Communauté d'agglomération, Monsieur Jean DIONIS DU SEJOUR, en application de ...,
- **La Communauté d'agglomération du Grand Toulouse**, représentée par le Président de la Communauté d'agglomération, Monsieur Pierre COHEN, en application de ...,
- **La Communauté d'agglomération du SICOVAL Sud-Est toulousain**, représentée par le Président de la Communauté d'agglomération, Monsieur François-Régis VALETTE, en application de ...,
- **La Communauté d'agglomération du Muretain**, représentée par le Président de la Communauté d'agglomération, Monsieur André MANDEMENT, en application de ...,
- **La Communauté d'agglomération du Grand Tarbes**, représentée par le Président de la Communauté d'agglomération, Monsieur Gérard TREMEGE, en application de ...,
- **La Communauté d'agglomération du Pays de Montauban et des Trois Rivières** représentée par la Présidente de la Communauté d'agglomération, Madame Brigitte BAREGES, en application de ...,
- **La Communauté d'agglomération du Grand Rodez**, représentée par le Président de la Communauté d'agglomération, Monsieur Ludovic MOULY, en application de ...,
- **La Communauté d'agglomération de l'Albigeois**, représentée par le Président de la Communauté d'agglomération, Monsieur Philippe BONNECARRERE, en application de ...,
- **La Communauté d'agglomération de Castres-Mazamet**, représentée par le Président de la Communauté d'agglomération, Monsieur Pascal BUGIS, en application de ...,
- **La Communauté d'agglomération de Poitiers**, représentée par le Président de la Communauté d'agglomération, Monsieur Alain CLAEYS, en application de ...,
- **La Communauté d'agglomération du Pays Chatelleraudais**, représentée par le Président de la Communauté d'agglomération, Monsieur Jean Pierre ABELIN, en application de ...,
- **La Communauté d'agglomération de Niort**, représentée par le Président de la Communauté d'agglomération, Monsieur Alain MATHIEU, en application de ...,

- **La Communauté d'agglomération de la Rochelle**, représentée par le Président de la Communauté d'agglomération, Monsieur Maxime BONO, en application de ...,
- **La Communauté d'agglomération de Royan Atlantique**, représentée par le Président de la Communauté d'agglomération, Monsieur Jean-Pierre TALLIEU, en application de ...,
- **La Communauté d'agglomération du Pays Rochefortais**, représentée par le Président de la Communauté d'agglomération, Monsieur Bernard GRASSET, en application de ...,
- **La Communauté d'agglomération du Grand Angoulême**, représentée par le Président de la Communauté d'agglomération, Monsieur Philippe LAVAUD, en application de ...,
- **La Communauté d'agglomération de Limoges Métropole**, représentée par le Président de la Communauté d'agglomération, Monsieur Alain RODET, en application de ...,
- **La Communauté d'agglomération Tours Plus**, représentée par le Président de la Communauté d'agglomération, Monsieur Jean GERMAIN, en application de ...,
- **La Communauté de communes du Bassin d'Arcachon Nord**, représentée par le Président de la Communauté de communes, Monsieur Bruno LAFON, en application de ...,
- **La Communauté de communes du Libournais**, représentée par le Président de la Communauté de communes, Monsieur Gilbert MITTERRAND, en application de ...,
- **La Communauté de communes du Sud Pays Basque**, représentée par le Président de la Communauté de communes, Monsieur Michel HIRIART, en application de ...,
- **La Communauté de communes du Grand Auch**, représentée par le Président de la Communauté de communes, Monsieur Franck MONTAUGE, en application de ...,
- **La Communauté de communes du Pays de Cahors**, représentée par le Président de la Communauté de communes, Monsieur Jean-Marc VAYSSOUZE-FAURE, en application de ...,
- **La Communauté de communes du Pays de Foix**, représentée par le Président de la Communauté de communes, Monsieur Jean-Christophe BONREPAUX, en application de ...,
- **La Communauté de communes du Pays de Pamiers**, représentée par le Président de la Communauté de communes, Monsieur André TRIGANO, en application de ...,
- **La Communauté de communes du Pays Santon**, représentée par le Président de la Communauté de communes, Monsieur Jean ROUGER, en application de ...,
- **La Communauté de communes de Cognac**, représentée par le Président de la Communauté de communes, Monsieur Robert RICHARD, en application de ...,

Préambule

Le Gouvernement, en conclusion du Grenelle de l'Environnement, a décidé que le maillage du territoire par des lignes ferrées à grande vitesse serait poursuivi, non seulement pour relier les capitales régionales à Paris, mais aussi pour les relier entre elles et assurer la connexion du réseau français au réseau européen.

Les projets de lignes nouvelles Tours – Bordeaux, Bordeaux – Toulouse, Bordeaux – Espagne et Poitiers – Limoges figurent à ce titre dans le projet de loi de programme relatif à la mise en oeuvre de Grenelle de l'Environnement, adopté en première lecture par l'Assemblée nationale, le 21 octobre 2008.

*
* *

La déclaration d'intention signée le 25 janvier 2007 par le Ministre chargé des transports, les Présidents ou Vice-présidents des Conseils régionaux d'Aquitaine, de Midi-Pyrénées et de Poitou-Charentes et le Président de Réseau ferré de France (RFF) avait défini le projet de LGV Sud – Europe – Atlantique (LGV SEA) comme un ensemble cohérent composé de trois branches qui intègre les liaisons Tours – Bordeaux, Bordeaux – Toulouse et Bordeaux – Espagne. Elle avait également acté le principe d'une répartition à parts égales entre l'Etat, d'une part, et les collectivités territoriales concernées, d'autre part, des financements publics nécessaires pour le projet Tours-Bordeaux, une fois déduites les contributions de l'Union européenne. Elle avait enfin arrêté le principe d'accélérer les études pour les branches Bordeaux – Toulouse et Bordeaux – Espagne de manière à lancer l'enquête publique à l'horizon du printemps 2011 pour un début des travaux envisageable à l'horizon 2013.

Le projet de ligne à grande vitesse Poitiers-Limoges est complémentaire de ces trois branches de la LGV SEA, dont elle vient renforcer la pertinence dans une desserte large du Sud-Ouest. A ce titre, cette ligne nouvelle est reconnue comme une branche à part entière de la LGV SEA.

Enfin, le projet de loi de programme mentionné ci-dessus précise que la LGV SEA est un ensemble cohérent composé d'un tronçon central Tours-Bordeaux et des trois branches Bordeaux – Toulouse, Bordeaux – Espagne et Poitiers – Limoges.

*
* *

Le tronçon central Tours – Bordeaux permettra un gain de temps significatif entre l'Ile-de-France et le Sud-Ouest, par exemple plus de 50 minutes entre Paris et Bordeaux ou Toulouse à une vitesse commerciale de 320 km/h, qui pourra être améliorée en fonction du matériel roulant utilisé et de la prise en compte de l'impact de l'amélioration de la vitesse commerciale sur l'équilibre économique du projet. La libération de capacités sur la ligne classique permettra également le développement du fret ferroviaire et des services ferroviaires régionaux de voyageurs.

La branche Bordeaux – Toulouse permettra le développement du trafic ferroviaire de voyageurs sur l'axe Méditerranée-Atlantique en améliorant notablement le temps de parcours entre les deux métropoles, en renforçant les liaisons régionales entre les agglomérations situées le long de l'itinéraire et en reliant Toulouse à Paris en trois heures.

La branche Bordeaux – Espagne s'accompagnera d'un gain d'une heure trente pour les liaisons à destination de l'Espagne et en provenance de Bordeaux ou au-delà; elle rendra possible, grâce à la libération de capacités sur la ligne actuelle, le transfert modal vers le mode ferroviaire d'une partie significative des transports de marchandises – notamment par les services de transport combiné et d'autoroute ferroviaire – ainsi que de voyageurs, l'amélioration de l'accessibilité du Sud et de l'Est de l'Aquitaine ainsi que du Sud-Ouest de Midi-Pyrénées, et la mise en oeuvre d'une continuité des réseaux ferroviaires à grande vitesse entre le sud-ouest de la France et la péninsule ibérique. Elle favorisera en outre le développement des transports ferroviaires régionaux.

La branche Poitiers – Limoges permettra de relier Limoges à Paris en deux heures et Poitiers à Limoges en 45 minutes environ. Elle contribuera à l'amélioration des déplacements entre les territoires du Grand Centre Ouest et à leur ouverture sur le réseau ferroviaire à grande vitesse, renforçant ainsi leur attractivité économique et leur ouverture sur le réseau de transport européen.

Le tronçon central Tours – Bordeaux et la branche Bordeaux – Espagne sont des éléments du projet prioritaire n°3 « axe ferroviaire à grande vitesse du sud-ouest de l'Europe » des réseaux transeuropéens de transport (RTE-T).

*
* *

La section Angoulême – Bordeaux du tronçon central Tours – Bordeaux a été déclarée d'utilité publique par décret en Conseil d'Etat du 18 juillet 2006. La section Tours – Angoulême a fait l'objet d'une enquête publique du 25 octobre au 19 décembre 2007, ainsi que du 10 juin au 10 juillet 2008, dans la perspective d'une déclaration d'utilité publique au premier semestre 2009.

Réseau ferré de France (RFF) a lancé le 14 février 2008 l'appel d'offres pour la mise en concession du tronçon central Tours – Bordeaux avec un objectif de mise en service à l'horizon 2016, Les offres initiales ont été remises le 15 septembre 2008. La concession portera sur le financement, la conception, la construction, la maintenance, le renouvellement et l'exploitation de la nouvelle infrastructure. Une mission spécifique de concertation avec les collectivités locales a été mise en place afin de préciser les conditions de leur association à la procédure et de préparation de la convention de financement nécessaire à la signature du contrat. Préalablement à la signature de la convention de financement, une convention spécifique précisera les garanties de dessertes des gares de Châtelleraut, Futuroscope, Poitiers, Angoulême et Libourne.

Parallèlement, la première phase des travaux de suppression du bouchon ferroviaire de Bordeaux est en cours de réalisation. Son financement est assuré par l'Etat, le Conseil régional d'Aquitaine, le Conseil général de Gironde, la Communauté urbaine de Bordeaux et RFF au titre des contrats de projets Etat-Région (CPER), pour un montant de 254 M€. De même, les études préalables à la mise à quatre voies de l'actuelle ligne ferroviaire entre Toulouse et Saint-Jory, ont été inscrites au CPER de Midi-Pyrénées et sont financées par l'Etat, le Conseil régional de Midi-Pyrénées et RFF à hauteur de 3 M€ ; la réalisation de cette opération comporte également l'aménagement des voies en gare de Toulouse-Matabiau. Ces opérations, qui accompagneront la réalisation du projet de LGV SEA, ne relèvent pas du plan de financement objet du présent protocole.

Pour les branches Bordeaux – Toulouse et Bordeaux – Espagne, RFF a décidé le 13 avril 2006, à l'issue du débat public concernant le projet ferroviaire Bordeaux – Toulouse, puis le 8 mars 2007, à l'issue du débat public concernant le projet ferroviaire Bordeaux – Espagne, de poursuivre les études sur une ligne nouvelle passant par l'Est de l'Aquitaine, en prévoyant un tronç commun, à la sortie de Bordeaux, entre les branches Bordeaux – Toulouse et Bordeaux – Espagne qui forment ensemble les Grands Projets du Sud-Ouest (GPSO). S'agissant de la branche Bordeaux – Toulouse, la décision de RFF précise que la desserte d'Agén sera étudiée selon deux variantes, par une gare nouvelle située sur la LGV au droit de l'agglomération et par la gare actuelle, en recherchant des raccordements de la LGV à la ligne existante au plus près de l'agglomération, et que la desserte de Montauban sera étudiée par une gare nouvelle en correspondance avec les transports ferroviaires régionaux. Pour la branche Bordeaux – Espagne, les études menées porteront, en particulier, sur l'opportunité et la localisation des gares nouvelles au niveau de Mont de Marsan (et le cas échéant de Dax) et au Pays Basque, indépendamment des aménagements nécessaires des gares existantes.

Un protocole-cadre, signé par l'Etat, le président de RFF et les Présidents des Conseils régionaux d'Aquitaine et de Midi-Pyrénées le 26 décembre 2007, précise les modalités de conduite des études pour ces deux branches organisées de manière globale, selon une procédure accélérée qui permet de tenir les objectifs fixés le 25 janvier 2007. Ce protocole précise le contenu et l'organisation générale de ces études ainsi que les principes des concertations à mener. Le comité de pilotage des études, prévu par ce protocole, a été mis en place le 11 janvier 2008. Deux conventions d'études ont été établies, l'une d'un montant de 44,2 M€ prise en application du contrat de projets Etat-Aquitaine 2007-2013 a été signée le 28 mars 2008, l'autre d'un montant de 31,8 M€ prise en application du contrat de projets Etat-Midi-Pyrénées 2007-2013 est en cours de signature. Ces deux conventions permettront de réaliser toutes les études nécessaires jusqu'à la déclaration d'utilité publique. Les comités territoriaux de suivi de ces études ont été installés en juillet 2008.

Le protocole cadre du 26 décembre 2007 prévoit également le financement de différentes études complémentaires, en particulier celles pour assurer la continuité du réseau « grande vitesse » entre Toulouse et Narbonne et pour améliorer la desserte ferroviaire du Béarn et de la Bigorre. Cette dernière disposition fait suite à la décision du conseil d'administration de RFF du 8 mars 2007 précisant que seront étudiées, dans le cadre d'un partenariat financier spécifique, les adaptations de tracé, notamment au Sud de Mont-de-Marsan, et les infrastructures nouvelles envisageables pour améliorer la desserte ferroviaire du Béarn et de la Bigorre, en cohérence avec l'évolution à long terme du réseau ferroviaire. Le comité de pilotage de ces études a été mis en place le 11 juillet 2008 et la convention de financement correspondante, d'un montant de 600 k€, est en cours de signature au titre du contrat de projets Etat-Région Aquitaine 2007-2013. Ces études, qui permettront de préciser les éléments et fonctionnalités à prendre en compte de manière cohérente lors de la mise au point du projet de ligne nouvelle Bordeaux – Espagne, doivent être achevées à cette fin mi-2010.

A l'issue du débat public relatif à la ligne à grande vitesse Poitiers-Limoges, le Conseil d'administration de RFF du 8 mars 2007 a confirmé la poursuite des études sur la base du scénario central en élargissant la zone d'études au niveau des extrémités afin d'augmenter les possibilités de raccordement aux lignes existantes vers Poitiers et Limoges. Une convention de financement des études d'un montant de 30 M€ prise en application du contrat de projets Etat-Limousin 2007-2013, permettant de réaliser toutes les études nécessaires jusqu'à la déclaration d'utilité publique, a été signée le 5 décembre 2007 par l'Etat, RFF et les neuf collectivités territoriales cofinanceuses. Le comité de pilotage de ces études a été installé dès le 18 avril 2007, dans la perspective d'un lancement de l'enquête publique en 2011.

Le coût du tronçon central Tours – Bordeaux et des branches Bordeaux – Toulouse et Bordeaux – Espagne de la LGV SEA est actuellement estimé à 12,6 milliards d’euros (conditions économiques de juin 2006), dont près de la moitié, soit 5,6 milliards d’euros (conditions économiques de juin 2006), pour le tronçon central Tours – Bordeaux. Le coût de la branche Poitiers – Limoges est évalué à 1,3 milliards d’euros (conditions économiques de 2005).

Pour continuer à tenir le calendrier prévu, il convient de finaliser la répartition détaillée du financement de la contribution publique qui sera nécessaire pour le tronçon central Tours – Bordeaux dans le cadre d'un schéma de financement global intégrant les branches Bordeaux – Toulouse et Bordeaux – Espagne.

*

* *

Les signataires du présent protocole sont convenus des dispositions ci-dessous :

Article 1

La ligne à grande vitesse Sud – Europe – Atlantique (LGV SEA) est un ensemble cohérent composé d'un tronçon central Tours-Bordeaux et des trois branches Bordeaux – Toulouse, Bordeaux – Espagne et Poitiers – Limoges.

Les signataires prennent acte de ce que le projet de loi de programme relatif à la mise en oeuvre du Grenelle de l'Environnement, dans sa version adoptée en première lecture par l'Assemblée Nationale le 21 octobre 2008, a précisé les lignes nouvelles jugées prioritaires par l'Etat, dont la réalisation sera lancée d'ici à 2020, parmi lesquelles figurent le tronçon central et les trois branches de la LGV SEA.

**PROTOCOLE D'INTENTION POUR LA REALISATION
DE LA LIGNE A GRANDE VITESSE SUD EUROPE ATLANTIQUE (LGV-SEA)
Annexe 2-1
Financement des Grands projets du Sud-Ouest**

Chapitre I : Le tronçon central Tours - Bordeaux

Article 2

Les signataires prennent acte du degré d'avancement du tronçon central Tours – Bordeaux pour lequel les procédures de déclaration d'utilité publique et de dévolution d'un contrat de délégation de service public entre RFF et un partenaire privé sont engagées. Dans le cadre des études conduites par RFF, le coût d'investissement du tronçon central Tours – Bordeaux est estimé à ce stade à 5 644 M€ HT (conditions économiques de juin 2006), soit, compte tenu des hypothèses envisagées à ce stade pour le calendrier de réalisation du projet et pour l'évolution du coût des travaux, environ 7 141 M€ courants. Ces montants, incluant les conventions de financement des études et acquisitions foncières postérieures aux enquêtes publiques, sont susceptibles d'évoluer pour intégrer, notamment, les mesures complémentaires décidées à la suite de la déclaration d'utilité publique de la section Tours – Angoulême, ainsi que des phases ultérieures d'études et de concertation. La majeure partie du projet étant réalisée dans le cadre d'une concession, le coût définitif ainsi que les délais d'études et de construction du projet ne seront connus qu'à l'issue de la procédure de dévolution du contrat de concession.

Article 3

Les signataires réaffirment l'objectif d'un autofinancement du projet d'au moins 50% à travers les participations du concessionnaire et de RFF.

Le besoin de subvention du concessionnaire ne sera définitivement connu qu'à l'issue de la procédure de dévolution du contrat de concession. Il sera pris en charge par RFF, d'une part, et les contributeurs publics (Etat, collectivités territoriales, Union Européenne), d'autre part.

L'Etat s'efforcera d'obtenir une subvention complémentaire de l'Union européenne au titre du programme RTE-T 2007-2013, tant dans le cadre des programmes annuels que dans celui de la révision du programme pluriannuel à mi-parcours.

La participation définitive de RFF sera déterminée de façon à éviter toute conséquence négative sur les comptes de l'entreprise du fait de la réalisation du projet, conformément à ses statuts (article 4 du décret n°97-444 du 5 mai 1997 *relatif aux missions et aux statuts de Réseau ferré de France*).

Le travail de définition du cadre tarifaire sera poursuivi, avec l'objectif d'optimiser le financement du projet, afin que le niveau de participation de RFF soit affiné avant le lancement de la seconde phase de la consultation. Le niveau de participation définitif de RFF sera inclus dans la convention de financement entre l'Etat, les collectivités territoriales et RFF.

Article 4

Conformément aux termes de la déclaration d'intention du 25 janvier 2007, les financements publics nécessaires au projet seront apportés sur la base d'un partage égal entre l'Etat, d'une part, et l'ensemble des collectivités territoriales associées au projet, d'autre part, déduction faite des contributions effectives de l'Union Européenne.

Article 5

Le montant des contributions versées par les collectivités territoriales sera réparti entre les collectivités des régions Aquitaine, Midi-Pyrénées, Poitou-Charentes, Centre et Limousin, selon les clés de répartition figurant en annexes 1-1 et 1-2 au présent protocole.

Les collectivités territoriales de chaque région conservent la faculté de s'accorder sur une répartition infrarégionale différente qui pourra alors se substituer à celle qui figure en annexe 1-2.

L'Etat étudiera des mécanismes financiers permettant aux collectivités territoriales qui le souhaitent de répartir la charge de leur contribution sur une longue période, tout en respectant le calendrier de versement qui sera fixé dans la convention de financement.

Article 6

Le second tour de l'appel d'offres pour la désignation du concessionnaire ne pourra être lancé avant que les instances des différentes collectivités signataires n'aient délibéré sur le présent protocole d'intention et ses annexes.

L'Etat, RFF et les collectivités territoriales poursuivront leurs discussions en vue de finaliser un accord sur la répartition de leur participation au projet Tours – Bordeaux. Cet accord prendra la forme d'une convention de financement entre l'Etat, l'ensemble des collectivités contribuant au financement et RFF, qui arrêtera les participations définitives des signataires – en tenant compte des montants déjà engagés par les partenaires sur le périmètre de financement de l'opération – et les modalités de leur association à la prise en charge des clauses de terminaison et d'évolution du contrat de concession ainsi qu'à la clause de retour à bonne fortune, sur la base de l'offre finale du candidat retenu pour la mise au point du contrat de concession, du coût des investissements sous maîtrise d'ouvrage de RFF, et de la participation définitive de RFF selon l'article 3 ci-dessus. Le cas échéant, la convention de financement pourra préciser les modalités d'ajustement des participations des signataires aux éventuelles évolutions qui pourraient intervenir entre la date de désignation du concessionnaire pressenti et la signature du contrat.

Les signataires se fixent pour objectif la signature de la convention de financement dès que sera intervenue la désignation de l'attributaire pressenti. En tout état de cause, cette signature sera préalable à celle du contrat de concession entre RFF et le concessionnaire.

Article 7

Dans le respect des engagements de confidentialité requis pour la sécurité juridique de la procédure, les éléments essentiels de l'analyse des offres remises par les candidats et les principales modifications apportées au dossier de consultation final seront présentés aux collectivités territoriales signataires dans le cadre de la mission spécifique de concertation avec les collectivités territoriales, selon le calendrier et les modalités qu'elle aura définis.

La préparation de la convention de financement prévue à l'article 6 aura lieu dans le cadre de la mission de concertation. En particulier, cette préparation permettra de déterminer les principes de la clause de retour à bonne fortune mentionnée à l'article 6. Les principes du calcul de la participation de RFF feront également l'objet d'une présentation aux collectivités territoriales dans ce cadre.

Chapitre II : Les Grands Projets du Sud-Ouest (branches Bordeaux – Toulouse et Bordeaux –Espagne)

Article 8

Les Grands Projets du Sud-Ouest (GPSO) se composent de quatre sections :

- le tronc commun Bordeaux – Sud-Gironde,
- la section Sud-Gironde – Toulouse,
- la section Sud-Gironde – extrémité nord de la section internationale¹,
- la partie française de la section internationale, relevant de la compétence de la Commission intergouvernementale mentionnée ci-après.

La réalisation d'un tronc commun à la LGV Bordeaux – Toulouse et à la ligne nouvelle Bordeaux – Espagne, entre Bordeaux et le sud du département de la Gironde, permet de minimiser les impacts sur les territoires traversés et sur l'environnement et de rechercher la meilleure performance économique et fonctionnelle pour les deux projets.

A la suite du débat public relatif à la ligne nouvelle Bordeaux – Espagne, le conseil d'administration de RFF a décidé, le 8 mars 2007, de poursuivre les études sur les bases suivantes :

- une ligne nouvelle permettant la circulation des trains de voyageurs à grande vitesse entre Bordeaux et Dax, passant par l'est des Landes. Des mesures conservatoires devront être étudiées pour rendre possible l'utilisation ultérieure de cette ligne nouvelle entre Bordeaux et Dax par des trains voyageurs régionaux à grande vitesse et des trains de marchandises.
- une ligne nouvelle permettant la circulation des trains de marchandises et de voyageurs entre Dax et la frontière espagnole, connectée au « Y Basque ».

Les études nécessaires à la mise à l'enquête publique des Grands Projets du Sud-Ouest (Bordeaux – Toulouse, Bordeaux – Espagne) seront conduites conformément au protocole cadre du 26 décembre 2007 et aux conventions de financement de ces études avec l'objectif d'une mise à l'enquête publique des deux branches en 2011.

Elles s'accompagnent d'un volet relatif à l'amélioration de la desserte ferroviaire du Béarn et de la Bigorre dont la réalisation s'inscrit dans le calendrier global du projet. Les phases ultérieures d'études permettront de préciser les premiers éléments relatifs au financement des opérations nécessaires à cette amélioration, dès lors que leur stade de définition le permettra.

Le GEIE SEA Vitoria – Dax, créé entre RFF et son homologue espagnol l'ADIF, est chargé d'étudier, dans le cadre de ses missions, la mise en cohérence des lignes nouvelles française et espagnole de part et d'autre de la frontière en termes de capacité et de performance. Pour ce qui concerne les GPSO, l'objectif du GEIE est de préciser les mesures et les fonctionnalités à prendre en compte dans la définition et la conception de la section internationale entre le Sud de Dax et la frontière espagnole. Lors du sommet francoespagnol du 10 janvier 2008, les ministres français et espagnol en charge des transports ont conclu un accord créant une Commission intergouvernementale (CIG) chargée de superviser les conditions de construction et d'exploitation de la section internationale.

¹ Dans le cadre des demandes de subvention au titre du programme pluriannuel 2007-2013 des réseaux trans-européens de transports, l'hypothèse de section internationale retenue correspond à un projet de ligne ferroviaire d'une longueur approximative de 45 km, dont environ 25 km en territoire français, connectée, d'une part, au Y basque et au réseau ferré existant au sud de San Sébastian et Irún et, d'autre part, à la ligne nouvelle Bordeaux-Espagne

Article 9

Les montants prévisionnels de participation des gestionnaires d'infrastructures, RFF et ses éventuels partenaires privés, aux projets seront précisés au fur et à mesure des stades ultérieurs d'études. En première analyse, des participations indicatives figurent à l'annexe 2-1 du présent protocole.

Les participations définitives de RFF seront calculées de façon à éviter toute conséquence négative sur les comptes de l'entreprise du fait de la réalisation du projet, conformément à ses statuts (article 4 du décret n°97-444 du 5 mai 1997 *relatif aux missions et aux statuts de Réseau ferré de France*).

Les montants des participations des éventuels partenaires privés ne seront définitivement connus qu'à l'issue des procédures de dévolution des contrats.

Article 10

Les financements publics nécessaires aux projets seront apportés sur la base d'un partage entre l'Etat, d'une part, et l'ensemble des collectivités territoriales associées aux projets, d'autre part, déduction faite des contributions effectives de l'Union Européenne, tenant compte de la nature de chacune des sections définies à l'article 8.

La mixité d'une nouvelle infrastructure peut justifier une participation majorée de l'Etat par rapport à une infrastructure dédiée au seul trafic de voyageurs, afin de tenir compte, notamment, des avantages générés pour le transport de marchandises.

Le partage des financements publics entre l'Etat, d'une part, et l'ensemble des collectivités territoriales associées aux projets, d'autre part, déduction faite des contributions effectives de l'Union Européenne, sera donc réalisé selon les clés de répartitions suivantes :

- le tronçon commun Bordeaux – Sud-Gironde : si le caractère mixte de la ligne nouvelle est confirmé, la part de l'Etat dans les financements publics, déduction faite des contributions effectives de l'Union Européenne, pourrait être portée jusqu'à 65%, celle des collectivités territoriales s'élevant au moins à 35%.

Dans le cas contraire, les financements publics nécessaires au projet seront apportés sur la base d'un partage égal entre l'Etat, d'une part, et l'ensemble des collectivités territoriales associées au projet, d'autre part, déduction faite des contributions effectives de l'Union Européenne.

- la section Sud-Gironde – Toulouse : les financements publics nécessaires au projet seront apportés sur la base d'un partage égal entre l'Etat, d'une part, et l'ensemble des collectivités territoriales associées au projet, d'autre part, déduction faite des contributions effectives de l'Union Européenne.

- la section Sud-Gironde – extrémité nord de la section internationale :

– Sud-Gironde – Dax : si le caractère mixte de la ligne nouvelle est confirmé pour la partie Sud-Gironde – Dax, la part de l'Etat dans les financements publics, déduction faite des contributions effectives de l'Union européenne, pourrait être portée jusqu'à 65%, celle des collectivités territoriales s'élevant au moins à 35%.

Dans le cas contraire, les financements publics nécessaires au projet seront apportés sur la base d'un partage égal entre l'Etat, d'une part, et l'ensemble des collectivités territoriales associées au projet, d'autre part, déduction faite des contributions effectives de l'Union Européenne.

– Dax – extrémité nord de la section internationale : la part de l'Etat dans les financements publics, déduction faite des contributions effectives de l'Union européenne, pourrait être portée jusqu'à 65%, celle des collectivités territoriales s'élevant au moins à 35%.

- la partie française de la section internationale : les financements publics seront entièrement apportés par l'Etat avec l'aide de l'Union Européenne.

Les clés de répartition entre l'Etat et les collectivités territoriales calculées dans l'hypothèse d'une mixité de l'ensemble de la ligne nouvelle Bordeaux – Espagne figurent en annexe 2-1 au présent protocole.

Des participations indicatives de l'Union européenne figurent également en annexe 2-1 du présent protocole. Ces participations, qui devront faire le moment venu l'objet d'une décision de la Commission, ne peuvent être précisées davantage à ce jour et dépendront des décisions qui seront prises dans le cadre des instruments financiers européens qui succéderont au programme pluriannuel 2007-2013 des réseaux transeuropéens de transports.

Article 11

Le montant des contributions à verser par les collectivités territoriales sera réparti, pour chacune des trois premières sections, entre les collectivités des régions Aquitaine, Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon selon les clés de répartition figurant en annexe 2-1 au présent protocole.

Le montant des contributions à verser par les différentes collectivités territoriales intéressées au sein des régions Aquitaine et Midi-Pyrénées sera réparti pour chacune de ces sections selon les clés de répartition figurant en annexe 2-2.

La répartition des financements publics entre les collectivités territoriales intéressées de la région Languedoc-Roussillon sera précisée ultérieurement par la Région Languedoc-Roussillon.

Les collectivités territoriales de chaque région conservent la faculté de s'accorder sur une répartition infrarégionale différente qui pourra alors se substituer à celle qui figure en annexe 2-2, notamment pour tenir compte des résultats des études en cours ou à venir. L'Etat étudiera des mécanismes financiers permettant aux collectivités territoriales qui le souhaitent de répartir la charge de leur contribution sur une longue période, tout en respectant les calendriers de versement qui seront fixés dans les conventions de financement.

Chapitre III : La branche Poitiers – Limoges

Article 12

Les études nécessaires à la mise à l'enquête publique de la LGV Poitiers – Limoges seront conduites dans l'objectif d'un lancement de l'enquête publique en 2011. La mise en service pourrait alors s'inscrire dans un calendrier compatible avec le lancement de la réalisation d'ici 2020.

Article 13

Les montants prévisionnels de participation des gestionnaires d'infrastructures, RFF et son éventuel partenaire privé, aux projets seront précisés au fur et à mesure des stades ultérieurs d'études. Le volet socio-économique de ces études préalables à l'enquête publique permettra d'éclairer les grands équilibres financiers du projet afin de fournir les premières estimations de ces montants.

Les participations définitives de RFF seront calculées de façon à éviter toute conséquence négative sur les comptes de l'entreprise du fait de la réalisation du projet, conformément à ses statuts (article 4 du décret n°97-444 du 5 mai 1997 relatif aux missions et aux statuts de Réseau ferré de France).

Les montants des participations d'un éventuel partenaire privé ne seront définitivement connus qu'à l'issue de la procédure de dévolution du contrat.

Article 14

Les financements publics nécessaires au projet seront apportés sur la base d'un partage égal entre l'Etat, d'une part, et l'ensemble des collectivités territoriales associées au projet, d'autre part, déduction faite des contributions effectives de l'Union Européenne.

Article 15

Le montant des contributions à verser par les collectivités territoriales sera réparti entre les collectivités cofinanceuses selon des clés de répartition qui seront définies ultérieurement.

L'Etat étudiera des mécanismes financiers permettant aux collectivités territoriales qui le souhaitent de répartir la charge de leur contribution sur une longue période, tout en respectant les calendriers de versement qui seront fixés dans les conventions de financement.

Chapitre IV : Dispositions finales

Article 16

Les signataires confirment leur attachement à la poursuite de la mise au point du projet de LGV SEA en concertation étroite avec les acteurs locaux afin d'insérer au mieux les infrastructures dans les territoires en limitant au maximum leurs impacts négatifs sur l'environnement humain, écologique et économique et en optimisant leurs impacts positifs. Le dossier des engagements de l'Etat relatif à la section Angoulême – Bordeaux a été diffusé le 27 septembre 2007. Le dossier des engagements de l'Etat relatif à la section Tours – Angoulême sera diffusé préalablement à la signature de la convention de financement visée à l'article 6. Les dispositions des dossiers des engagements de l'Etat s'imposeront au futur concessionnaire du tronçon central Tours – Bordeaux. Un comité de suivi sera chargé de veiller dans chaque département traversé au respect de ces engagements.

Fait à , le

**PROTOCOLE D' INTENTION POUR LA REALISATION
DE LA LIGNE A GRANDE VITESSE SUD EUROPE ATLANTIQUE (LGV-SEA)**

Annexe 1-1

Financement du tronçon central Tours – Bordeaux

Financiers	Clé de répartition	
RFF + Concessionnaire *	50,00%	
Union européenne	0,21%	
Concours publics	49,79%	
Etat	24,89%	
Collectivités territoriales	24,89%	
<i>Aquitaine</i>	<i>14,19%</i>	<i>57,00%</i>
<i>Midi-Pyrénées</i>	<i>4,73%</i>	<i>19,00%</i>
<i>Poitou-Charentes</i>	<i>4,34%</i>	<i>17,44%</i>
<i>Limousin</i>	<i>0,89%</i>	<i>3,56%</i>
<i>Centre</i>	<i>0,75%</i>	<i>3,00%</i>
Total	100,00%	100,00%

* Le besoin de subvention du concessionnaire ne sera définitivement connu qu'à l'issue de la procédure de dévolution du contrat de concession. Les signataires réaffirment l'objectif d'un autofinancement du projet d'au moins 50% à travers les participations du concessionnaire et de RFF.

La participation définitive de RFF sera déterminée de façon à éviter toute conséquence négative sur les comptes de l'entreprise du fait de la réalisation du projet, conformément à ses statuts (article 4 du décret n°97-444 du 5 mai 1997 *relatif aux missions et aux statuts de Réseau ferré de France*).

** Le montant prévisionnel attendu de l'Union européenne est de 15 M€ courants. Dans son rapport du 30 janvier 2008, la mission de concertation avait considéré, en première approche, que la contribution de l'Union européenne s'élevait à 15 M€ aux conditions économiques de juin 2006. Ce point a été ajusté, ce qui peut conduire à de légers écarts entre ce tableau et celui proposé par la mission.

PROTOCOLE D' INTENTION POUR LA REALISATION DE LA LIGNE A GRANDE VITESSE SUD EUROPE ATLANTIQUE (LGV SEA)

Annexe 1-2

Financement du tronçon central Tours-Bordeaux Répartition du montant des contributions versées par les collectivités territoriales

Région	Département	Collectivités territoriales	Tronçon central Tours-Bordeaux	
			Clé de répartition infrarégionale (% du montant à la charge des collectivités territoriales de chaque région)	Clé de répartition globale (% du montant à la charge des collectivités territoriales)
Aquitaine	Conseil Régional		36,40%	20,75%
	Gironde	Conseil général de la Gironde	16,97%	9,67%
		Communauté urbaine de Bordeaux	15,11%	8,61%
		Communauté d'agglomération du Bassin d'Arcachon Sud	1,12%	0,64%
		Communauté de communes du Bassin d'Arcachon Nord	0,99%	0,57%
		Communauté de communes du Libournais	0,23%	0,13%
	Landes	Conseil général des Landes	4,16%	2,37%
		Communauté d'agglomération du Grand Dax	0,95%	0,54%
		Communauté d'agglomération du Mersan	0,85%	0,48%
	Pyrénées Atlantiques	Conseil général des Pyrénées-Atlantiques	9,49%	5,41%
		Communauté d'agglomération de Pau Pyrénées	2,56%	1,46%
		Communauté d'agglomération Bayonne Anglet Biarritz	3,11%	1,77%
Communauté de communes du Sud Pays basque		1,10%	0,63%	
Lot et Garonne	Conseil général du Lot-et-Garonne	4,02%	2,29%	
	Communauté d'agglomération d'Agen	1,18%	0,67%	
Dordogne	Conseil général de la Dordogne	1,76%	1,00%	
Total			100,00%	57,00%
Midi-Pyrénées	Conseil Régional		36,40%	6,92%
	Haute Garonne	Conseil général de Haute-Garonne	24,31%	4,62%
		Communauté d'agglomération du Grand Toulouse	18,95%	3,60%
		Communauté d'agglomération du SICOVAL Sud-Est toulousain	2,17%	0,41%
		Communauté d'agglomération du Muretain	1,35%	0,26%
	Hautes Pyrénées	Conseil général des Hautes-Pyrénées	6,07%	1,15%
		Communauté d'agglomération du Grand Tarbes	2,58%	0,49%
	Tarn et Garonne	Conseil général du Tarn-et-Garonne	2,47%	0,47%
		Communauté d'agglomération du Pays de Montauban et des Trois Rivières	1,09%	0,21%
	Gers	Conseil général du Gers	0,60%	0,11%
		Communauté de communes du Grand Auch	0,07%	0,01%
	Aveyron	Conseil général de l'Aveyron	0,71%	0,14%
		Communauté d'agglomération du Grand Rodez	0,26%	0,05%
	Lot	Conseil général du Lot	0,97%	0,19%
		Communauté de communes du Pays de Cahors	0,15%	0,03%
	Ariège	Conseil général de l'Ariège	0,41%	0,08%
		Communauté de communes du Pays de Foix	0,02%	0,00%
		Communauté de communes du Pays de Pamiers	0,02%	0,00%
	Tarn	Conseil général du Tarn	0,86%	0,16%
		Communauté d'agglomération de l'Albigeois	0,26%	0,05%
		Communauté d'agglomération de Castres-Mazamet	0,26%	0,05%
Total			100,00%	19,00%
Poitou-Charentes	Conseil Régional		40,00%	6,96%
	Vienne	Conseil général de la Vienne	11,02%	1,92%
		Communauté d'agglomération de Poitiers	3,85%	0,67%
		Communauté d'agglomération du Pays Châtelleraudais	1,64%	0,29%
	Deux-Sèvres	Conseil général des Deux-Sèvres	8,16%	1,42%
		Communauté d'agglomération de Niort	3,34%	0,58%
	Charente-Maritime	Conseil général de la Charente-Maritime	11,02%	1,92%
		Communauté d'agglomération de la Rochelle	3,33%	0,58%
		Communauté d'agglomération de Royan Atlantique	1,28%	0,22%
		Communauté de communes du Pays Santon	0,74%	0,13%
		Communauté d'agglomération du Pays Rochefortais	0,72%	0,12%
	Charente	Conseil général de la Charente	9,80%	1,71%
Communauté d'agglomération du Grand Angoulême		4,01%	0,70%	
Communauté de communes de Cognac		1,09%	0,19%	
Total			100,00%	17,44%
Limousin	Conseil Régional		50,00%	1,78%
	Haute Vienne	Conseil général de la Haute-Vienne	16,67%	0,59%
		Communauté d'agglomération de Limoges Métropole	16,67%	0,59%
	Autres collectivités du Limousin		16,67%	0,59%
	Total			100,00%
Centre	Conseil Régional		36,40%	1,09%
	Indre et Loire	Conseil général d'Indre-et-Loire	36,40%	1,09%
		Communauté d'agglomération Tours Plus	27,20%	0,82%
	Total			100,00%
Total				100,00%

PROTOCOLE D'INTENTION POUR LA REALISATION DE LA LIGNE A GRANDE VITESSE SUD EUROPE ATLANTIQUE (LGV-SEA)

Annexe 2-1

Financement des Grands projets du Sud-Ouest

Partage Etat / Collectivités territoriales	65% (participation maximale de l'Etat dans l'hypothèse d'une mixité voyageurs/fret de la ligne) / 35%		50% / 50%		65% (participation maximale de l'Etat dans l'hypothèse d'une mixité voyageurs/fret de la ligne) / 35%		100% / 0%	
Financiers	Bordeaux-Sud-Gironde		Sud-Gironde-Toulouse		Sud-Gironde-Extrémité nord de la section internationale		Partie française de la section internationale	
RFF+Partenaire privé *	35,00%		25,00%		15,00%		15,00%	
Union européenne **	15,00%		0,00%		15,00%		15,00%	
Concours publics	50,00%		75,00%		70,00%		70,00%	
Etat	32,50%		37,50%		45,50%		70,00%	100,00%
Collectivités territoriales	17,50%	100,00%	37,50%	100,00%	24,50%	100,00%	0,00%	
<i>Aquitaine</i>	8,31%	47,50%	5,25%	14,00%	23,03%	94,00%	0,00%	
<i>Midi-Pyrénées</i>	8,31%	47,50%	30,38%	81,00%	1,47%	6,00%	0,00%	
<i>Languedoc-Roussillon</i>	0,88%	5,00%	1,88%	5,00%	0,00%	0,00%	0,00%	
Total	100,00%		100,00%		100,00%		100,00%	

* Les montants prévisionnels de participation des gestionnaires d'infrastructures, RFF et ses éventuels partenaires privés, aux projets seront précisés au fur et à mesure des stades ultérieurs d'études. En première analyse, des participations indicatives sont reportées dans ce tableau.

** Des participations indicatives de l'Union européenne sont reportées. Ces participations, qui devront faire le moment venu l'objet d'une décision de la Commission, ne peuvent être précisées davantage à ce jour et dépendront des décisions qui seront prises dans le cadre des instruments financiers européens qui succéderont au programme pluriannuel 2007-2013 des réseaux transeuropéens de transports.

PROTOCOLE D'INTENTION POUR LA REALISATION DE LA LIGNE A GRANDE VITESSE SUD
 EUROPE ATLANTIQUE (LGV SEA)

Annexe 2-2

Financement des Grands Projets du Sud-Ouest (GPSO)

Répartition du montant des contributions versées par les collectivités territoriales

Région	Département	Collectivités territoriales	Section Bordeaux-Sud Gironde		Section Sud Gironde-Toulouse		Section Sud Gironde-Extrême Nord de la section internationale	
			Clé de répartition intrarégionale (% du montant à la charge des collectivités territoriales de chaque région)	Clé de répartition globale (% du montant à la charge des collectivités territoriales)	Clé de répartition intrarégionale (% du montant à la charge des collectivités territoriales de chaque région)	Clé de répartition globale (% du montant à la charge des collectivités territoriales)	Clé de répartition intrarégionale (% du montant à la charge des collectivités territoriales de chaque région)	Clé de répartition globale (% du montant à la charge des collectivités territoriales)
Aquitaine	Conseil Régional		36,40%	17,23%	36,40%	5,10%	36,40%	34,22%
	Gironde	Conseil général de la Gironde	13,81%	6,56%	17,26%	2,42%	10,36%	9,74%
		Communauté urbaine de Bordeaux	14,27%	6,78%	18,24%	2,55%	10,83%	10,18%
	Landes	Conseil général des Landes	4,68%	2,19%	2,40%	0,34%	6,80%	6,40%
		Communauté d'agglomération du Grand Dax	1,21%	0,58%	0,62%	0,09%	1,73%	1,63%
		Communauté d'agglomération du Marsais	1,12%	0,53%	0,45%	0,06%	1,78%	1,59%
	Pyrénées Atlantiques	Conseil général des Pyrénées-Atlantiques	11,06%	5,25%	6,00%	0,84%	16,12%	15,15%
		Communauté d'agglomération de Pau Pyrénées	2,70%	1,28%	0,95%	0,14%	4,21%	3,95%
		Communauté d'agglomération Bayonne Anglet Biarritz	4,01%	1,90%	2,28%	0,32%	5,50%	5,17%
		Communauté de communes du Sud Pays basque	1,52%	0,72%	0,61%	0,09%	2,31%	2,17%
Lot et Garonne	Conseil général du Lot-et-Garonne	6,93%	3,22%	10,74%	1,50%	3,11%	2,93%	
	Communauté d'agglomération d'Agen	2,57%	1,13%	4,04%	0,57%	0,93%	0,87%	
Total		100,00%	47,50%	100,00%	14,00%	100,00%	94,00%	
Midi-Pyrénées	Conseil Régional		36,40%	17,23%	36,40%	29,48%	36,40%	2,18%
	Haute Garonne	Conseil général de Haute-Garonne	26,49%	13,53%	28,49%	23,07%	17,02%	1,02%
		Communauté d'agglomération du Grand Toulouse	20,74%	9,85%	20,74%	16,80%	14,48%	0,87%
		Communauté d'agglomération du SICOMAL Sud-Est toulousain	2,55%	1,12%	2,55%	1,90%	1,73%	0,10%
		Communauté d'agglomération du Muretain	1,55%	0,74%	1,55%	1,25%	0,91%	0,05%
	Hautes Pyrénées	Conseil général des Hautes-Pyrénées	0,78%	0,37%	0,78%	0,63%	14,43%	0,87%
		Communauté d'agglomération du Grand Tarbes	0,15%	0,07%	0,15%	0,12%	8,57%	0,30%
	Tarn et Garonne	Conseil général du Tarn-et-Garonne	2,11%	1,00%	2,11%	1,71%	1,39%	0,08%
		Communauté d'agglomération du Pays de Montauban et des Trois Rivières	0,91%	0,43%	0,91%	0,74%	0,55%	0,04%
	Gers	Conseil général du Gers	0,66%	0,28%	0,66%	0,48%	0,56%	0,04%
		Communauté de communes du Grand Auch	0,07%	0,04%	0,07%	0,06%	0,07%	0,00%
	Aveyron	Conseil général de l'Aveyron	0,70%	0,33%	0,70%	0,57%	0,71%	0,04%
		Communauté d'agglomération du Grand Rodez	0,25%	0,12%	0,25%	0,20%	0,25%	0,01%
	Lot	Conseil général du Lot	0,99%	0,47%	0,99%	0,80%	0,98%	0,06%
		Communauté de communes du Pays de Calors	0,15%	0,07%	0,15%	0,12%	0,15%	0,01%
	Ariège	Conseil général de l'Ariège	0,42%	0,20%	0,42%	0,34%	0,41%	0,02%
		Communauté de communes du Pays de Foix	0,02%	0,01%	0,02%	0,02%	0,02%	0,00%
Communauté de communes du Pays de Pamiers		0,02%	0,01%	0,02%	0,02%	0,02%	0,00%	
Tarn	Conseil général du Tarn	2,31%	1,10%	2,31%	1,87%	0,87%	0,05%	
	Communauté d'agglomération de l'Altoisais	0,64%	0,31%	0,64%	0,52%	0,25%	0,02%	
	Communauté d'agglomération de Castels-Alzazet	0,55%	0,16%	0,55%	0,28%	0,27%	0,02%	
Total		100,00%	47,50%	100,00%	81,00%	100,00%	6,00%	
Languedoc-Roussillon	Conseil Régional, Conseil généraux et Etablissements publics de coopération intercommunale		100,00%	5,00%	100,00%	5,00%	100,00%	0,00%
	Total		100,00%	5,00%	100,00%	5,00%	100,00%	0,00%
Total			-	100,00%	-	100,00%	-	100,00%